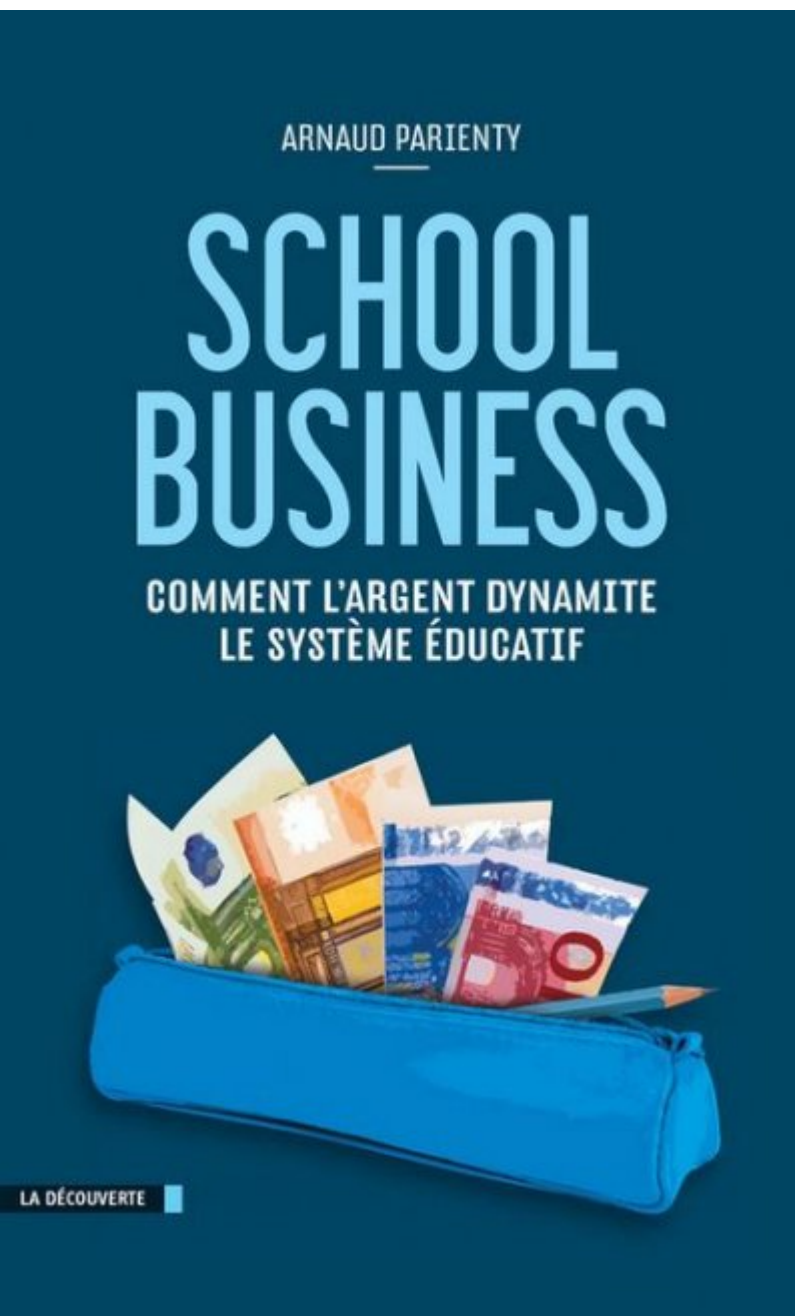


L'argent est redevenu un facteur essentiel d'inégalités scolaires

1er septembre 2016



L'école en France est toujours supposée être celle de Jules Ferry, publique, gratuite, laïque et obligatoire. Mais la situation a progressivement évolué et le changement s'est accéléré ces dernières années ; si bien qu'aujourd'hui, la France est un pays où l'argent des familles joue un rôle déterminant dans la réussite scolaire des enfants, engendrant de nouvelles inégalités devant l'école.

Pour fréquenter un « bon » établissement scolaire, où les résultats sont bons, où les programmes sont entièrement traités et où la discipline est assurée, il y a deux recettes : fréquenter des écoles privées ou habiter les beaux quartiers. Et ceci est vrai de la maternelle à l'enseignement supérieur. Au sommet des écoles se trouvent certaines écoles Montessori, découvertes par les élites lorsqu'il est apparu que la clé des plus grandes réussites était la créativité, à l'exemple des jeunes milliardaires de la Silicon Valley. Accessoirement, le coût stratosphérique de ces écoles assure un entre-soi aux enfants des grands patrons ou des vedettes du show business. De manière générale, les établissements privés sous contrat, qui peuvent choisir leurs élèves et disposent généralement de personnels non-enseignants plus nombreux, sont les meilleurs de France. Ainsi, 48 des 50 meilleurs collèges de France selon le taux de mentions au brevet sont privés. Dans l'enseignement supérieur, on observe la montée du privé sous contrat, mais aussi du privé hors contrat, très coûteux. Pour un élève moyen, passer par une école d'ingénieurs ou de management post-bac donne de bien meilleures chances de réussir ses études et d'accéder à l'emploi que l'université. Le coût : 50 000 € environ pour une scolarité de quatre ou cinq ans. Vu le faible nombre de familles pouvant payer de telles sommes, la sélectivité de ces écoles est faible. Mais elles possèdent un très bon réseau relationnel et apprennent à leurs étudiants à donner une bonne image d'eux-mêmes et à être à l'aise à l'oral.

Les établissements publics prestigieux sont généralement situés dans les quartiers les plus favorisés. Les prix immobiliers sont plus élevés lorsque les établissements scolaires ont de bons résultats. Le séparatisme scolaire, qui ne cesse de s'accroître, est ici l'écho du séparatisme social. Inversement, les établissements scolaires dont la réputation est mauvaise (parfois de manière injuste, d'ailleurs) font l'objet de stratégies d'évitement impitoyables. C'est dans les quartiers « limites », où les milieux sociaux sont mélangés, que la proportion d'enfants ne fréquentant pas le collège public de leur quartier est la plus forte. Ces enfants déplacés sont ceux des classes moyennes diplômées (les enseignants, les journalistes...), qui n'ont pas les moyens d'habiter à proximité des écoles à forte réussite mais ont conscience de l'importance du choix de l'école sur l'avenir scolaire de leurs enfants. L'assouplissement de la carte scolaire a encore aggravé la situation, vidant littéralement certains collèges de leur population.

Une école parallèle

Au-delà de ces phénomènes classiques, un véritable système scolaire parallèle se met en place, bien illustré par l'apprentissage des langues étrangères, en particulier de l'anglais. La maîtrise de l'anglais est de plus en plus discriminante, à la fois parce que le rôle des langues dans la sélection scolaire et professionnelle s'est accru et parce que le niveau moyen de maîtrise des langues en France est faible, malgré un démarrage plus précoce de son enseignement.

Comment bien apprendre les langues ? En étant scolarisé dans une école bilingue (qui coûtent jusqu'à 30 000 € par an), en préparant le baccalauréat international, après la fréquentation d'une école Montessori ou en suivant des cours supplémentaires, eux aussi fort coûteux ; en faisant une année de césure dans un collège anglo-saxon, ce qui est de tradition dans certains milieux favorisés ; en multipliant les voyages dans les pays anglophones ; ou en ayant une fille au pair anglophone à la maison. Ces stratégies sont évidemment coûteuses.

Elles sont aussi très payantes. Dans les grandes écoles, une bonne partie des cours se fait en anglais (25 % des cours en anglais à Centrale, 60 % à HEC). Pour le recrutement d'un cadre supérieur, il est devenu banal qu'un entretien se passe en anglais. Pour un bon élève dont les parents ont les moyens, passer par une université anglo-saxonne permet de contourner la prépa et sa discipline de travail exigeante, d'éviter les concours en passant par des concours « passerelles » plus faciles, où l'on a l'avantage d'être considéré comme étudiant étranger, et d'être parfaitement bilingue.

L'explosion du *school business*

L'enseignement supérieur hors université explose, en particulier dans le privé, qui est à l'origine de 80 % de la hausse du nombre des étudiants. Les écoles privées se concentrent dans deux domaines : les professions qui donnent un bon accès à l'emploi et celles qui font rêver les jeunes. Citons en vrac : préparation au concours d'aide-soignante (2 000 € à 2 500 € pour trois mois), pilote de ligne (de 50 000 € à 90 000 € sur 20 mois), médecine (une année de préparation coûte environ 9 000 €, une prépa privée pour augmenter ses chances de réussir le concours de fin de première année de 3 000 € à 6 000 €), écoles hôtelières (jusqu'à 140 000 € pour cinq ans dans les écoles suisses !). Les universités suivent cette tendance, avec des DU (diplômes d'université, qui ne sont pas régis par un cadre national) de qualité, mais très coûteux.

Il existe donc un marché scolaire et ce marché voit fort logiquement l'irruption d'entreprises décidées à le conquérir, qu'il s'agisse de groupes anglo-saxons ou d'acteurs locaux, comme Ionis, Studialis, INSEEC ou Pigier. Ces groupes, qui possèdent aujourd'hui chacun plusieurs dizaines d'écoles spécialisées en management, informatique, design, bureautique ou toute autre formation attractive, se sont constitués en plusieurs étapes. Généralement, il s'agit au départ de PME qui ont ensuite connu une certaine croissance interne. Ils ont ensuite changé de dimension avec l'implication de fonds d'investissement qui valorisent les start-ups (ainsi, CrossKnowledge, petite entreprise de Suresnes spécialisée dans l'enseignement de la gestion à distance, a été rachetée 175 millions de dollars en 2014 par le groupe américain Wiley). Des fusions et acquisitions permettent à ces groupes d'atteindre une certaine taille, indispensable pour envisager l'étape ultime, qui est la mondialisation, source d'effets d'échelle et de synergies, permettant de créer des marques prestigieuses (c'est ce qu'on appelle le branding).

La marchandisation de l'éducation n'est donc pas du tout une menace virtuelle qui viendrait de l'extérieur, c'est la réalité d'aujourd'hui. Comment expliquer cette évolution stupéfiante dans un pays attaché à l'école publique ? Comment expliquer que les groupes internationaux considèrent la France comme un marché beaucoup plus attractif que l'Allemagne ou l'Italie ? On peut penser que la massification scolaire intervenue depuis trente ans (80 % d'une génération au niveau bac) accroît la pression concurrentielle pour accéder aux meilleures formations. Par ailleurs, le chômage des jeunes est élevé et très lié à leur niveau de diplôme (le risque de chômage est nul pour les ingénieurs, par exemple). Enfin, l'offre publique se dégrade, notamment parce que la hausse du nombre d'étudiants ne s'est pas accompagnée d'une hausse suffisante des moyens de l'enseignement supérieur.

Toutes ces évolutions augmentent la disposition des familles à payer : comment les parents pourraient-ils refuser de faire tout ce qui est en leur pouvoir si l'avenir de leurs enfants est en jeu ? Bien entendu, dans cette course, certains ont plus d'arguments que d'autres. L'inégalité des chances scolaires a donc de beaux jours devant elle.

Arnaud Parienty, professeur de sciences économiques et sociales et auteur de *School business* (La Découverte, 2015)

